



La feuille de route de Monrovia

VERSION FINALE — JUILLET 2011

Nous, membres du Groupe g7+ et partenaires internationaux, nous sommes rassemblés lors du second Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État à Monrovia les 15 et 16 juin.

Les objectifs de Monrovia concernant la consolidation de la paix et le renforcement de l'État

1. Nous avons atteint un accord commun portant sur un ensemble de cinq objectifs internationaux pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État, qui sont décrits en Annexe A. Les cinq objectifs internationaux sont les suivants :
 - Politique légitime - Encourager des organisations politiques inclusives et la résolution des conflits
 - Sécurité - Établir et renforcer la sécurité des populations
 - Justice - Lutter contre l'injustice et améliorer l'accès des populations à la justice
 - Fondements économiques - Créer des emplois et améliorer les conditions de vie
 - Recettes et services - Gérer les recettes et renforcer les capacités pour une fourniture de services responsable et équitable
2. Nous considérons la formulation de ces objectifs comme une réussite considérable, dans la mesure où l'atteinte de ces objectifs est nécessaire pour réduire et prévenir les conflits et la souffrance humaine et pour favoriser la réalisation des OMD dans les situations de fragilité et de conflit. Nous solliciterons un soutien à ces cinq objectifs au plus haut niveau de nos gouvernements et de nos organisations, et auprès d'autres parties prenantes, et nous les présenterons au quatrième Forum de haut niveau de Busan pour qu'ils soient approuvés et de promouvoir leur adoption au long terme.
3. Avant de nous réunir à Busan, nous proposerons et discuterons un ensemble d'indicateurs qui nous permettra d'exposer les progrès mesurables accomplis par rapport aux objectifs fixés au niveau global et national. Ces indicateurs combineront à la fois des mesures objectives et subjectives afin de permettre la compréhension des points de vue et des perceptions des personnes concernant les résultats obtenus. ▶

Vers des engagements pour Busan

4. Nous nous sommes également mis d'accord pour présenter à Busan un ensemble d'engagements visant à améliorer l'efficacité du développement dans les États fragiles. Ces engagements seront développés par un groupe central de membres du Dialogue international et seront basés sur le projet de programme d'action et les recommandations du groupe de travail soumis à Monrovia. Ils seront partagés avec les membres du Dialogue international, afin de recevoir leurs commentaires et leur accord.
5. Basés sur la réunion et les réflexions des Co-présidents qui l'ont suivie, les éléments clés suivants sont proposés comme base pour un ensemble d'engagements qui devront être approuvés à Busan :
 - Une évaluation, dirigée sur le plan national, des causes et caractéristiques de la fragilité et des sources potentielles de résilience comme base pour les stratégies et les programmes nationaux. Elle doit inclure les principales parties prenantes nationales et s'inscrire dans la méthodologie qui sera développée par le g7+ et approuvée par les membres du Dialogue international.
 - Une augmentation de l'espace, du leadership et du soutien pour qu'un dialogue politique inclusif et participatif puisse permettre de développer une vision commune et partagée, de gérer les conflits de manière pacifique et de renforcer la confiance accordée à l'État.
 - Un accord (« compact ») au niveau national entre un gouvernement et ses partenaires internationaux, par le biais de discussions avec les parties prenantes nationales, pour définir en commun les priorités, les objectifs, la mesure des progrès, et les façons de gérer les risques.
 - Une nouvelle donne pour fournir une aide internationale aux États fragiles qui génère des résultats alignés sur les objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État, qui soit plus transparente, souple et efficace, et qui renforce (au lieu de dupliquer) les capacités locales et nationales ainsi que les institutions du pays.
6. Pour aller au-delà de la rhétorique et réellement changer les comportements, un petit nombre de pays du g7+ et leurs partenaires internationaux ouvrira la voie pour faire avancer la mise en application des engagements au niveau des pays. Nous avons pour objectif d'identifier aussi vite que possible les pays et les partenaires internationaux qui travailleront ensemble en accord avec les engagements qui seront approuvés à Busan.

Le futur du Dialogue international après Busan

7. Par sa capacité unique à rassembler les pays fragiles et en conflit et les partenaires internationaux, le Dialogue international illustre l'importance du partage des connaissances et de l'expérience.
8. Nous sommes d'accord sur le fait que le Dialogue international a un rôle vital à jouer à l'avenir, en tant que forum de haut niveau pour garantir la mise en application des cinq objectifs et des engagements convenus à Busan. Nous croyons que le Dialogue international doit fournir une plateforme à la fois aux membres du g7+ et à leurs partenaires internationaux afin d'évaluer et de discuter leurs progrès dans les efforts de réforme déployés pour soutenir la consolidation de la paix et le renforcement de l'État.
9. Nous sommes également d'accord sur le fait que le Dialogue international doit s'ouvrir à d'autres partenaires, y compris d'autres communautés politiques, les pays qui ont fait des progrès sur la voie de la résolution de conflit, la Commission de consolidation de la paix des Nations Unies, les organisations régionales et le secteur privé.

Objectifs internationaux pour la construction de la paix et le renforcement de l'État

La construction de la paix et le renforcement de l'État en tant que précondition à la réalisation des OMD

Les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) restent le cadre global de l'assistance internationale au développement. Cependant, aucun pays à bas revenus, fragile ou affecté par une situation de conflit n'a encore réussi à réaliser un seul des OMD globaux. L'insécurité et la violence, des institutions faibles et illégitimes ainsi que la pauvreté sont autant de facteurs interconnectés qui créent des obstacles sérieux à la paix, au développement et à la réalisation des OMD. Afin de progresser, les états fragiles ont besoin d'une démarche qui lie la sécurité à des actions politiques et développementales. Une série d'objectifs internationaux clairs en matière de construction de la paix et de renforcement de l'état est nécessaire pour créer la base sur laquelle il sera possible de réaliser les OMD, à la fois au niveau national et pour guider l'action internationale.

Au niveau national :

- Mettre en place un cadre permettant une analyse menée par le pays et qui comprenne une évaluation de la fragilité ;
- Guider la préparation d'un plan/d'une stratégie national(e) unique et de processus de priorisation nationale.

Au niveau international :

- Orienter l'assistance internationale de façon à pouvoir soutenir les domaines critiques du développement dans les états fragiles;
- Mettre en place un cadre qui démontre les progrès réalisés par le biais d'un nombre limité d'indicateurs de résultats.

Les « Objectifs de Monrovia »

OBJECTIF 1: POLITIQUES LEGITIMES – Promouvoir des accords politiques inclusifs et la résolution des conflits

Dans les situations de fragilité, la confiance dans les institutions de l'État et dans les personnes tend à être faible. Gérer et résoudre de façon pacifique les conflits et (re)construire l'État présuppose le renforcement du caractère inclusif de l'accord politique, un leadership efficace et engagé ainsi que des institutions publiques assurant la responsabilisation et offrant une opportunité de participation politique à tous les groupes clé d'une société, y compris les groupes les plus vulnérables et les plus marginalisés. Une société civile engagée qui surveille la prise de décision est importante pour assurer la responsabilisation. Les héritages des conflits et le risque de tensions futures rendent difficiles le renforcement des capacités dédiées et des capacités de réconciliation et de résolution des conflits à tous les niveaux.

OBJECTIF 2: SÉCURITÉ – Instaurer et renforcer la sécurité des populations

Sans la garantie d'une sécurité pour les populations, il ne peut y avoir de développement. L'objectif est d'améliorer l'intégrité, l'efficacité et la responsabilité des multiples dispositifs de sécurité, qu'ils soient formels ou informels, en réponse aux droits et besoins des populations. Une attention particulière doit être portée aux groupes vulnérables, notamment les femmes et les enfants. La participation des communautés et des groupes de la société civile peut rendre la sécurité plus efficace et plus responsable.

OBJECTIF 3: JUSTICE – Traiter les injustices et accroître l'accès des populations à la justice

Aborder les griefs et les profonds sentiments d'injustice est essentiel. Les mécanismes judiciaires doivent être accessibles, abordables et fondés sur un processus perçu par les citoyens comme étant juste. Quand cela est réalisable, des moyens traditionnels, civils et informels de résolution des différends et l'arbitrage devraient être renforcés et mis en conformité avec les considérations internationales des droits de l'homme.

OBJECTIF 4: FONDEMENTS ÉCONOMIQUES – Promouvoir la création d'emploi et améliorer les moyens de subsistance

L'emploi procure une sensation de dignité et un moyen de façonner le futur. L'emploi peut contribuer à réduire la violence et les conflits. Le défi est de générer des opportunités de revenus significatives le plus rapidement possible, également pour les groupes auparavant marginalisés et les jeunes. Dans les états fragiles, il faut se focaliser sur les travaux publics et communautaires intensifs en main-d'œuvre, l'augmentation du rendement de la productivité agricole et le développement du secteur privé national. ▶

OBJECTIF 5: REVENUS ET SERVICES - Gérer les revenus et renforcer les capacités de prestation de services sociaux responsables et équitables

La capacité à lever des ressources, les prioriser et les gérer en vue de financer et de développer les capacités pour une fourniture de services de base plus équitable est importante dans les pays en situation de fragilité. L'État doit progressivement assurer accès équitable à ces services à tous les groupes clé de la société, y compris aux personnes les plus vulnérables et aux personnes marginalisées. Il est important pour l'État d'établir un cadre et d'assurer la coordination des services, y compris au moyen de fournisseurs non étatiques. Un système solide et transparent de gestion des finances publiques est un pré-requis pour avoir la confiance des citoyens pour qu'ils paient leurs impôts, des donateurs afin qu'ils apportent de l'aide et des entreprises pour qu'ils investissent. Les donateurs doivent être transparents quant à leurs contributions et aux résultats délivrés. Dans les pays où la gestion des ressources naturelles est un défi particulier, il est important que les revenus des ressources soient d'autant plus bénéfiques pour la société et ne servent pas à (re) alimenter les conflits.

Questions transversales

La construction de la paix et le renforcement de l'état doivent se faire sur la base d'une appropriation nationale. Il sera nécessaire de tenir compte d'un certain nombre de questions transversales :

Le renforcement des relations état-société

Des relations constructives entre l'état et la société sont au cœur du succès de la construction de la paix et du renforcement de l'état.

Viser les facteurs de stress qui sont à l'origine des conflits

Dans tous les objectifs de construction de la paix et de renforcement de l'état, il faut se pencher sur les facteurs de stress sous-jacents qui peuvent engendrer la violence. Ces facteurs de stress sont internes aux sociétés mais proviennent également d'éléments régionaux ou mondiaux. Les facteurs principaux pouvant générer la violence sont la perception ou l'expérience de l'injustice, de l'exclusion et de l'inégalité et ceux-ci doivent être traités dans le cadre d'une solution durable. Il est nécessaire de faire attention à ce que les interventions soient sensibles aux conflits et qu'elles ne les exacerbent pas.

L'importance du renforcement de la confiance

Le renforcement de la confiance entre les populations et institutions de l'État et entre les communautés est la condition préalable essentielle au progrès dans tous les objectifs suivants. Ceci implique que des résultats visibles doivent être obtenus rapidement et de façon continue. Pour cela, il faut définir des priorités claires, concentrer tous les efforts sur ces priorités et exposer clairement aux populations quels sont les résultats que l'on peut en attendre ou pas.

La transformation des institutions en institutions légitimes

Les cas de transition réussie montrent l'importance de mettre en place des institutions qui soient légitimes aux yeux des populations et qui se concentrent sur le sentiment d'insécurité des populations, les injustices profondes et le manque d'opportunités économiques. Une telle transformation peut prendre une génération ou plus et requiert des investissements à long termes pour le développement des capacités et du capital humain des acteurs étatiques et non-étatiques. Il est nécessaire d'être plus réaliste dans l'établissement des échelles temporelles utilisées tant par les autorités nationales que par les partenaires internationaux.

Travailler sur les problématiques liées au genre, aux jeunes et aux groupes vulnérables

La prise en compte des femmes et des jeunes dans la construction de la paix et le renforcement de l'État est essentielle pour renforcer l'efficacité et la durabilité des interventions dans tous les objectifs ci-dessous. Il en va de même pour l'assistance visant les groupes marginalisés et vulnérables y compris les minorités et les réfugiés.

Les contextes régional et mondial

Bien que les états restent les acteurs clé du système international, tous les états sont affectés par les événements qui se produisent aux niveaux régional et global dans le cadre de tous les objectifs de construction de la paix et le renforcement de l'état. Il faut les mesures nécessaires à créer la capacité de se relever face aux chocs externes et à renforcer la coopération régionale.